

Tendances

Il aura fallu de la persévérance et de l'audace pour amener les deux rivaux libyens, le maréchal Khalifa Haftar et le Président du gouvernement Fayez Se rraj, à s'entendre sur une feuille de route pour une **sortie de crise en Libye**. Le Président Emmanuel Macron et son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian l'ont fait. Il a fallu aussi de la chance et Le Drian l'a eue en misant, depuis qu'il était au Ministère de la Défense, sur le chef de l'Armée Nationale Libyenne. Ensuite, il a fallu un contexte général favorable à une telle initiative, et ce contexte fut trouvé avec une volonté de l'ONU d'engager rapidement une dynamique de paix en Libye, une évolution inespérée du rapport des forces géopolitiques avec la crise du Golfe, une convergence de vues entre Paris et Moscou sur ce dossier. Le terrorisme, la migration illégale, et les enjeux énergétiques et économiques, ont également joué en faveur de cette initiative franco-onusienne.

Pour la France, et faute de pouvoir concrétiser rapidement ses ambitions libyennes, le succès est, surtout, médiatique. La fenêtre de tir qui s'offrait à l'Élysée a été saisie, et la France s'est imposée comme acteur majeur sur la scène libyenne. C'est un fait. Elle l'a fait avec un parapluie onusien, et c'est tant mieux, mais [sans un véritable consentement italien](#), et c'est tant pis. Elle a agi aussi et surtout au nom d'une communauté internationale et arabe qui tardait à prendre une initiative constructive. Au-delà de l'impact médiatique des premières heures, le succès diplomatique peut s'avérer fragile si la France manquait à légitimer son action :

localement, en élargissant le tour de table des acteurs libyens (*le 27/07, Haftar, qui venait de s'entretenir à Paris avec le MAE égyptien, disait accueillir favorablement le retour de Saïf Kadhafi dans le jeu politique national, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU appelait toutes les parties libyennes à soutenir le processus politique engagé et la [Déclaration conjointe de Paris](#)*), et surtout, en exigeant de ses interlocuteurs libyens une véritable adhésion à l'initiative parisienne (*respect du calendrier, rejet des ingérences extérieures, véritable contrôle des leviers dont ils disent disposer etc.*);

régionalement, en obtenant le soutien réel et engagé des acteurs arabes qui comptent, dont les pays voisins : Algérie, Tunisie, Maroc, et les acteurs majeurs de la crise : l'Égypte, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, les Frères Musulmans (*dès le 27/07, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye Ghassan Salamé recevait à New York le Ministre*

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Énergie, Défense, Transports, Santé, Finances

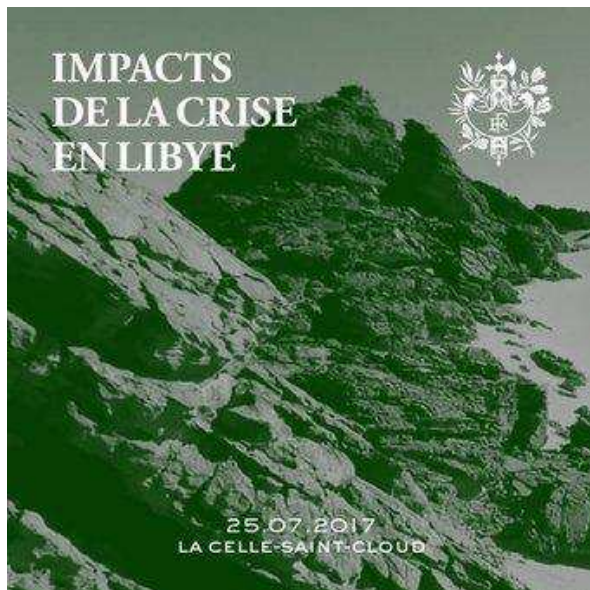
• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

qatari des Affaires étrangères Mohammad Ben Abdullah Al Thani qui effectuait une visite de travail aux Etats-Unis) ;



internationalement, en associant sans délai les puissances européennes et internationales qui comptent : l'Italie qu'il s'agit de ne pas provoquer indéfiniment, la Russie, les Etats-Unis (*le 28/07, le [Département d'Etat pressait les Libyens à adhérer au cessez-le-feu et à soutenir le dialogue politique tel que convenu dans la déclaration conjointe de Paris](#)*), l'Union Européenne, l'ONU (*le 27/07, l'Italie, où s'est rendu Serraj après Paris, annonçait l'envoi de navires de guerre au large de Tripoli, alors que son CEMA se rendait au Caire pour des discussions avec son homologue égyptien, et Rome et Tripoli decidaient d'accélérer des projets économiques bilatéraux, dont des contrats d'infrastructure, et des projets énergétiques à l'occasion de la visite du PDG d'Eni* ; pour sa part, le SG de l'ONU Antonio Guterres affirmait, le 28/07, que l'ONU doit être « leader » dans le processus de recherche d'une solution politique en Libye, alors que son envoyé spécial Ghassan Salamé s'apprêtait à prendre ses fonctions officiellement).



La France aurait eu le grand mérite de réussir à engager une dynamique de paix en Libye, après avoir eu le grand malheur de contribuer à l'installation de ce chaos dans ce pays. Elle aurait beaucoup à gagner si elle réussissait à rendre viable sa feuille de route pour la Libye, et elle aurait plus de chances à réussir si elle évitait de faire cavalier seul sur cet épineux et dangereux dossier. D'ailleurs, à en croire Nathalie Loiseau (27/07), Ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes, la France n'a pas l'intention de prendre « un hypothétique leadership en Libye » ... C'est mieux ainsi, et c'est surtout pragmatique...

Sur les autres dossiers du Moyen-Orient, notamment celui de la crise du Golfe ou de l'Iran, ou encore sur le dossier syrien, la France fait preuve de moins d'entrain, et de plus de prudence, tout en y assumant ses engagements.

Dans la crise du Qatar, la France a su rester au-dessus de la mêlée, évitant de prendre parti pour l'un ou l'autre des deux camps. Elle a su rester présente, visible, diplomate, rassurante, même si le Qatar et le camp opposé auraient chacun souhaité la voir à ses côtés. La France a fait un sans-faute dans la gestion de sa contribution au règlement de la crise du Golfe, en évitant de trop faire justement. Elle a su garder la place qui lui revient, en soutenant la médiation menée par le Koweït et les efforts diplomatiques engagés par les Etats-Unis, sans prendre le risque, malgré un temps d'hésitations, de lancer sa propre médiation. La France a su rester une force apaisante et stabilisatrice, ce qui, in fine, est dans l'intérêt de l'ensemble des acteurs concernés, et de ses alliés arabes de référence en particulier. La diplomatie économique est également mise à profit par la France pour mieux faire ressortir son rôle, non pas neutre mais bienveillant. Mais, le facteur temps et l'enlisement ne risquent-ils pas d'affaiblir cette stratégie française ?

Sur le dossier de l'Iran, où les sociétés françaises poursuivent leur progression malgré de nombreux et sérieux handicaps (Total, Airbus, Alstom, etc.), la France est pragmatique et regarde vers l'avenir. Après avoir été, avec la tendance néo-conservatrice alors dominante, un des acteurs qui auraient le plus agi contre la réhabilitation de la république islamique, la France multiplie les gestes apaisants et coopératifs à l'égard de Téhéran : c'est ce qu'elle fait en choisissant plutôt la neutralité dans le nouveau bras de fer entre les Etats-Unis et l'Iran, et, surtout, [en suggérant l'illégalité des nouvelles sanctions](#) décidées (25/07) par Washington contre Téhéran (et contre la Russie et la Corée du Nord). Tout en évitant de s'enfermer dans un jeu à somme nulle entre les deux rives du Golfe, et de devoir choisir

entre son alliance avec l'axe saoudo-émirati et son ouverture actuelle sur l'Iran, Paris maintient le cap et consolide ses acquis diplomatiques et géopolitiques en choisissant, tout bonnement, de coopérer à la carte avec l'un ou l'autre camp en fonction des dossiers. Pour le moment, les alliés saoudiens et émiratis ne semblent pas s'en soucier particulièrement, alors que l'Iran doit s'en féliciter.

Sur le dossier syrien, qui est aussi un dossier iranien et international, le Président Emmanuel Macron a fait savoir ses nouvelles orientations et il les assume parfaitement. Les évolutions géopolitiques régionales, la priorité accordée à la guerre contre le terrorisme, l'offensive russe et la présence massive de Washington, doivent le conforter dans ses choix, en plus des réalités du terrain levantin...

La suite du numéro 6 de la LettreM et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)

[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 6 • 1er août 2017

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy

www.mesp.me | contact@mesp.me